

Le patronat s'inquiète de la dégradation économique du pays

« L'union sacrée contre le gâchis politique », titre **Challenges** qui en Une relaie l'appel du patronat à la responsabilité des partis politiques face à la dégradation économique du pays. Les six présidents des principales organisations patronales, le Medef, la CPME, l'U2P, le Meti, CroissancePlus et Ethic se mobilisent pour protéger le tissu entrepreneurial français, l'hebdomadaire évoquant une offensive de communication exceptionnelle. Plus question pour le monde patronal que le débat budgétaire « qui occulte ou caricature volontiers les enjeux économiques », dicit Sophie de Menthon, amène à charger à nouveau sa barque. « On craint un détricotage en règle de la politique pro business mise en œuvre par Emmanuel Macron », avance Virginie Calmels. « Il faut stabiliser les règles du jeu », plaide Frédéric Coirier, coprésident du Meti. Paris Match énumère leurs pistes qualifiées d'explosives, pas forcément réalistes.

« “Remettre la France au travail, c'est possible” », titre **Paris Match** qui ouvre ses colonnes à **Pierre Gattaz**, lequel présente ses solutions dans un pamphlet très iconoclaste. « Le principe, c'est la liberté. Les salariés doivent avoir le choix de gagner 8 % de plus en travaillant cinq heures de plus par semaine. Chaque heure travaillée, au-delà de 40 heures, doit rapporter 50 % de plus en net qu'une heure classique. À coût constant pour l'entreprise : 15 euros net deviennent 22,50 euros net. Pour les retraites, même schéma », explique l'ancien président du Medef dont l'objectif est, dit-il, « de servir d'aiguillon avant qu'un apprenti sorcier n'arrive au pouvoir, mette le pays par terre et que nous nous retrouvions dans une situation à la grecque avec tutelle du FMI, des retraites divisées par deux et des salaires nets amputés d'un tiers ».